ADRESSE

DE

M. DUQUESNOY,

A SES COMMETTANS.



A PARIS, de l'Imprimerie de CHAUDRILLIÉ, rue de Chartres, n°. 70, près le Palais-Royal.

A MES COMMETTANS.

MESSIEURS,

INSTRUIT que dans presque toutes les parties du Royaume, on emploie les manœuvres les plus criminelles pour prévenir le peuple contre les opérations de l'assemblée nationale, pour le détourner du paiement des impôts, & sur-tout, de la contribution patriotique, pour exciter la défiance & le trouble; certain que les libelles les plus absurdes sont répandus avec une profusion inouie; j'ai cru qu'il étoit de mon devoir de vous soumettre quelques observations qui peuvent fixer votre jugement.

Je sais que, quoique les insinuations les plus condamnables aient été mises en œuvre en Lorraine, comme ailleurs, pour diminuer la confiance que vous avez dans vos réprésentans, la paix n'a pas été troublée parmi vous; je vois, avec une satisfaction bien douce, que vous vous êtes constamment préservés des agitations dont plusieurs provinces ont été le théâtre. Mais les efforts redoublent à mesure que les travaux de l'assemblée nationale approchent de leur terme; & les ennemis du bien public, qui fondent leur espoir sur une subversion universelle, travaillent à effectuer leur projet avant que la constitution soit affermie : il est donc temps, messieurs, que je vous entretienne de vos vrais intérêts, & que par la comparaison de l'état où vous allez entrer, avec celui d'où vous sortez, je vous montre tout ce que vous gagnez au nouvel ordre de choses.

Si vous jettez un inſtant vos regards en arriere, ſi vous vous rappellez combien la Lorraine a ſouffert de maux à la fin du ſiecle dernier, & au commencement de celui-ci, pour les mépriſables intérets de l'orgueil & de l'ambition des princes qui la gouvernoient, vous applaudirez à une révolution, dont un des principaux effets eſt de mettre un frein à l'ambition, à l'orgueil des Rois, qui ne pourront plus entraîner leurs ſujets dans des guerres déſaſtreuſes, puiſque ceux-ci pourront refuſer d'en payer les frais.

Si vous penſez que Léopold, l'un des princes les plus éclairés & les plus vertueux, dont l'hiſtoire ait conſervé le ſouvenir, s'eſt cependant ſur-tout attaché à faire du bien à une petite portion de ſes ſujets, auxquels ſeuls il croyoit devoir une couronne que le ſang de tous lui avoit conſervé. Si vous ſongez que toutes les vertus, toutes les lumieres de Léopold, ne l'ont pas empêché d'établir, au profit de la nobleſſe, le tiers-denier ſur tous les biens communaux, & de ſe refuſer à toute convocation des états de ſa province; ſi vous ſuivez en détail un grand nombre d'opérations de ſon regne, vous verrez qu'il ne ſuffit pas qu'un Roi ſoit juſte & bon, parce qu'il ne peut connoître les beſoins du peuple, auſſi bien que le peuple lui-même; & qu'il eſt impoſſible que ſes paſſions, ſes courtiſans & ſes miniſtres ne l'égarent pas; le regne de Léopold n'en fournit que trop de preuves.

Bientôt, meſſieurs, la Lorraine a été réunie à la France; je ne vous retracerai pas tout ce que cette malheureuſe province à ſouffert ſous le régime oppreſſeur & tyrannique d'adminiſtrateurs, dont le nom ne peut encore aujourd'hui être prononcé ſans effroi.

Mais, voyez votre agriculture dépériſſante par la dégradation de vos chevaux, ſuite néceſſaire de l'établiſſement des haras, par le rapide accroiſſement du prix du ſel, par l'excès inſuportable des impôts, & ſur-tout par leur inégalité.

Voyez vos tanneries ruinées par l'impôt le plus abſurde & le plus mal combiné; vos forêts ſoumiſes à un régime vicieux & deſtructeur; vos biens communaux en proie à des gens qui n'y avoient aucun droit, & qui en vertu d'arrêts du conſeil, dont ils étoient les auteurs, vous forçoient à les partager contre votre intérêt bien connu.

Les tribunaux ridiculement multipliés pour enrichir le fiſc à vos dépens; des nuées de praticiens, de gens juſtice, d'employés des fermes, de jurés-priſeurs inondant vos campagnes, & les dévaſtant comme une armée de ſauterelles.

Le ſel produit de votre ſol, vendu un prix trois ou quatre fois au-deſſus de ſa valeur, tandis qu'on vous traînoit aux galères pour quelques livres que vous achetiez de l'étranger, à qui on en abandonnoit à vil prix, de meilleure qualité que le vôtre.

Votre commerce embarraſſé des entraves les plus pénibles.

Les biens de vos villes confiés à des hommes à finance, à qui vous n'aviez pas donné votre confiance; & dont pluſieurs ſans doute ne l'euſſent jamais obtenue.

Les biens de l'Egliſe devenus la récompenſe de la baſſeſſe & de la débauche, dépenſés loin de vous dans la débauche & la baſſeſſe.

Les corvées & les milices vous preſſant de toutes parts, & dans tous les ſens, tandis que victimes & jouets

d'un ſubdélégué, ou de ſes valets, vous n'oſiez proférer la moindre plainte.

Dites, ſi je charge le tableau, & qui parmi vous oſera me démentir ? dites ſi vos maux n'étoient pas à leur comble, quand les états-généraux ont été convoqués ? & s'il vous reſtoit encore du courage pour les ſupporter plus long-temps ?

Si à ces maux qui vous ſont en quelque ſorte particuliers, & qui devoient vous paroître plus graves après l'adminiſtration douce & ſage de Léopold, vous ajoutez ceux qui vous étoient communns avec tout l'empire; ſi vous voyez les finances de l'Etat compoſées du ſang du pauvre, livrées au plus étonnant gaſpillage, les impôts établis à force armée ou à l'aide de préambules impoſteurs, le domaine de l'état prodigué à de vils courtiſans, & les miniſtres enrichiſſant leurs valets, bâtiſſant des palais à des commis, quand ils manquoient aux engagemens les plus ſacrés; l'adminiſtration ſans force & ſans moyens, parce que les Miniſtres avoient ſans ceſſe compromis l'autorité royale, par l'abus atroce qu'ils en faiſoient contre la liberté du peuple. Telle étoit, Meſſieurs la ſituation du royaume, vous le ſavez tous.

Pour l'en tirer, il a fallu prendre le mal à ſa ſource.

Pour que votre argent ne ſervît pas à alimenter le luxe & la débauche; il a fallu établir que vous ſeuls avez le droit d'en donner, & qu'on ne peut vous impoſer arbitrairement.

Il a fallu établir le droit que vous avez de régler, de ſurveiller toutes les dépenſes, & d'en demander compte à tous les adminiſtrateurs.

Il a fallu, ſur-tout, vous éclairer ſur l'emploi qu'on a fait juſqu'à ce jour du produit des contributions, & rendre

public cet état des dépenſes des penſions, des dons, ſources éternelles de réflexions pour ceux qui ſe plaignent de la révolution actuelle.

Pour faire ceſſer l'inégalité des impoſitions, il faudra en changer le mode & les baſes, en établir de nouvelles eſſentiellement différentes, moins vexatoires, & auxquelles perſonnes n'ait le droit où le privilége de ſe ſouſtraire.

Pour vous garantir de l'oppreſſion des intendans, des ſubdélégués, de leurs commis, il a fallu vous créer une adminiſtration qui fût à vous, qui vînt de vous, qui fût comptable envers vous.

Pour vous délivrer des abus des tribunaux de juſtice; il faudra vous donner un nouvel ordre judiciaire, il faudra que des hommes avec un peu d'argent n'acquierent plus le droit de vous juger, comme avec un peu d'argent les officiers municipaux acquéroient le droit de régir vos biens communs.

Il faudra bien auſſi ſimplifier les formes de la procédure, en diminuer les longueurs & les frais, rendre les procès plus rares par une légiſlation claire & préciſe, & par une grande uniformité dans les principes.

Pour vous préſerver de l'autorité arbitraire des Miniſtres, il a bien fallu établir une aſſemblée nationale, permanente, gardienne, éternelle & tutélaire de vos droits.

Eh ! comment parvenir à ce but, ſans avoir poſé ces grands, ces éternels principes, que toute ſouveraineté réſide dans le peuple, que tout pouvoir émane de lui, que tous les hommes naiſſent & demeurent égaux en droits, &c, &c.

Ainſi, comment faire le bonheur de la France, ſans

établir une conftitution nouvelle, entiérement différente de celle à laquelle vous avez été trop long-temps foumis.

Mais comment établir cette conftitution fans irriter, fans mécontenter tous ceux pour l'intérêt de qui feuls, exiftoit l'ancien ordre de chofes.

Voyez quels obftacles a éprouvé la réunion des ordres, & que d'efforts on a fait pour perpétuer les abus & les priviléges.

Telle eft, Meffieurs, la caufe unique de toutes les plaintes, de tous les murmures que vous entendez. Ne vous y méprenez pas, tous ceux qui défapprouvent le nouvel ordre de chofes, qui déclament contre l'affemblée nationale, qui cherchent à vous foulever contre fes opérations, font ceux qui croient perdre à cette révolution, dont l'orgueil eft humilié, ou l'intérêt compromis, ceux qui vouloient qu'on réformât tout, hors l'abus dont ils jouiffoient.

Mais c'eft à vous que je m'adreffe, habitans des campagnes, vertueux & laborieux cultivateurs, c'eft vous à qui je demande fi elle eft bonne, une révolution qui vous donne de fi grands biens.

Elle vous délivre de la tyrannie, de la milice & des corvées, de l'horrible impôt de la gabelle, *qui fait plus de mal aux campagnes que la pefte ou la grêle* (1).

Elle fait ceffer cette odieufe & aviliffante diftinction, qui difpenfoit le riche oifif de payer un impôt que vous feuls fupportiez ; & ce changement fera pour vous un foulagement de près d'un tiers de vos impofitions.

Elle vous affure une diminution dans les impôts, par une répartition plus égale, par la diminution des dé-

(1) M. de Buffon.

penſes publiques, & par l'établiſſement de l'ordre dans toutes les parties de l'adminiſtration, & ces impôts décroîtront encore ſenſiblement dans la ſuite par la diminution de la dette publique, dont une partie ſera annuellement rembourſée.

Elle empêche un ſeigneur de prendre le tiers de vos biens communaux, & d'envoyer ſon troupeau ravager votre banc.

Elle lui défend de parcourir vos campagnes pour le plaiſir abſurde de tuer quelques lievres que vous avez nourris.

Elle vous ſoumet à des adminiſtrateurs que vous aurez choiſis, & vous appelle tous à vous adminiſtrer vous mêmes.

Elle dégage vos maiſons, vos charrues, vos terres, vos perſonnes de droits féodaux, aviliſſans ce qui vous aſſimiloient à des eſclaves de la glebe.

Elle vous affranchit des bannalités, contre leſquelles vous avez tant & ſi ſouvent reclamé.

Elle ouvre à ceux de vos enfans à qui la nature où l'éducation en aura donné la facilité, l'accès dans tous les états qui pourront leur convenir.

Elle vous donnera des juges de votre choix, dignes dès-lors de votre confiance, & chargés par la nation, de vous rendre la juſtice.

Dites ſi elle eſt bonne cette révolution; vous n'étiez hier que de vils & mépriſés payſans, vous êtes aujourd'hui des citoyens, des *hommes* égaux à tous les hommes.

Et bientôt les biens du clergé, ſi ridiculement entaſſés dans les mains de quelques hommes, vont être mis en vente; & l'aſſemblée nationale ſongera ſur-tout à les diviſer, à en rendre l'acquiſition facile aux hommes peu

aisés ; & vous pourrez devenir *propriétaires.* Ah ! ne croyez pas ceux qui veulent vous égarer, & jugez par vous mêmes.

Citoyens de toutes les classes, voyez, à quelles oppressions vous étiez livrés, de quels hommes vous étiez les victimes, à l'ambition de qui vous serviez d'instrumens. Combien n'ai-je pas ouï ceux d'entre vous qu'on appelloit nobles, déclamer contre le régime des intendans & de leurs subdélégués, les gens de robe contre les gens d'église ; combien la noblesse d'épée ne méprisoit-elle pas celle de robe ; la noblesse de cour, celle de province ; combien la haute magistrature n'humilioit-elle pas la magistrature inférieure ? le haut clergé, le bas clergé ? de combien de distinctions avilissantes, la société n'étoit-elle pas hérissée ? eh bien, elles ont disparues aux yeux de la raison & de la loi ; nul homme ne peut se dire supérieur à un autre homme, tous sont égaux ; ils sont seulement de profession diverses ; ah ! combien il est petit le nombre de ceux qui ne gagnent pas beaucoup à être égaux à tous les autres !

Voyez ; que perdez-vous ? de méprisables distinctions honorifiques, ridicules jouets d'une longue enfance ; & le droit injuste de ne rien payer.

Vous dites qu'on attaque vos propriétés ; dites qu'on détruit des abus que vou spreniez pour des propriétés.

Que perdez-vous ? vous n'êtes plus soumis à des ministres ; & si vous voulez savoir ce que c'est d'être gouverné par des ministres & des gens de Cour, lisez les Mémoires du regne de Louis XIV, ceux de la régence, ceux du regne de Louis XV. Voyez par quelles dégoûtantes intrigues étoient conduits les plus grands intérêts ; ouvrez la liste des ministres, qui ont avili, ravagé, désolé

ſolé la France depuis cent ans, & frémiſſez d'horreur ; combien il y a peu d'exceptions à faire ? qu'elle n'a pas été la verſatilité de leurs principes & de leur marche ; la perverſité de leurs vues, la baſſeſſe ou la cruauté de leurs moyens ; ouvrez les regiſtres de toutes les Baſtilles du royaume.

Voyez, de quels hommes votre vertueux Roi a été ſi ſouvent entouré, combien il a été trompé, & combien de fois il ſervoit d'inſtrument aux paſſions des grands, en croyant faire votre bonheur.

N'avez-vous pas vû les déprédations, les violences, les abus de pouvoir, les attentats, de toute eſpece de commis ſous le nom du meilleur des Rois ? Quels invincibles obſtacles ont rencontré de nos jours les ſages projets des deux ſeuls miniſtres populaires qu'il ais eu avant la révolution. (1). Voyez ſi vous regrettez le deſpotiſme miniſ-

(1) M. Turgot & M. Necker ; quoique les principes de ces deux miniſtres ne ſoient pas les mêmes ſur beaucoup d'objets, il en eſt pluſieurs ſur leſquels ils ſe reſſemblent parfaitement ; même amour du bien public, même deſir de l'opérer, une ame pure, un très-reſpectable déſintéreſſement, un grand courage pour lutter contre les difficultés, & ce ſaint enthouſiaſme de la vertu, trop dédaigné ſans doute dans les inſtitutions modernes ; mais dont les anciens connoiſſoient bien le prix. Pluſieurs perſonnes ont eſſayé de calomnier M. Necker, & dans un temps où il eſt nouveau de penſer, de parler & d'écrire avec liberté, on abuſe de cette liberté, & c'eſt la marche ordinaire de l'eſprit humain ; mais bientôt on revient à des idées ſaines, & l'on juge plus froidement. Pour moi, je tiens à honneur de n'avoir pas varié dans mes ſentimens pour lui ; & je les profeſſe aujourd'hui d'autant plus hautement, qu'on a

tériel, & si vous vous affligez de voir enfin l'administration soumise à des principes stables, à une responsabilité sévere & à des loix qui sont votre ouvrage.

Voyez que tout à l'heure vous étiez étranger les uns aux autres, vous étiez partagés en classes, en corporations, en provinces ennemies les unes des autres, & que maintenant vous n'aurez plus que les mêmes droits, les mêmes intérêts, le bonheur de tous fera le bonheur de chacun.

Que vous manquera-t-il donc ? Vous aimez, dites-vous, l'autorité royale, vous la regardez comme la protectrice de tous, & la conservatrice de tous les droits : ah ! oui, sans doute ; l'autorité royale est nécessaire dans un grand empire, c'est le centre où tout se rallie, c'est le point où viennent aboutir tous les ressorts de cette immense machine ; eh bien ! voyez combien elle s'accroît par le nouveau régime ; voyez combien le prince sera fort, quand il fera exécuter, non les volontés passageres de ses ministres, mais les loix, qui sont *les commandemens toujours durables des princes ;* voyez comme il sera grand, quand cette volonté suprême ne pourra plus être arrêtée par des officiers de justice, des corporations de toute espece ; voyez comme il sera grand, ce Roi ! chef auguste de 24 millions d'hommes libres ; osez le comparer au maître de 24 millions d'esclaves, Roi de quelques courtisans ; osez comparer

---

cherché à le faire tomber dans une sorte de disgrace populaire, bien plus propre dans un pays libre à faire abandonner le ministre qui en est atteint, que ne le fut jamais la disgrace du prince.

Louis XVI, le vertueux, le ſage Louis XVI à l'orgueilleux, au deſpote Louis XIV.

Quand le moment de la révolution ſera paſſé, quand vos paſſions plus calmes, votre intérêt perſonnel moins ardent, votre orgueil moins irraſcible, vous permettront de comparer l'ordre de choſes nouveau, avec celui auquel vous échappez ; vous verrez combien il vous eſt utile ; tous vos cahiers diſent que vous voulez un gouverment libre; eh bien ! je vous le demande, quelle liberté exiſte ſans *égalité* ; ſans repréſentation élective, & voyez ſi tout ce qu'à fait l'aſſemblée nationale ne tend pas à ce double but ?

Comparez les maux que vous avez ſoufferts ſi long-temps, avec les biens dont vous allez jouir, voyaz ſi quelques peines paſſageres, ſi un inſtant d'incertitude ſur quelques fortunes ; ſi de légeres ſecouſſes peuvent vous empêcher d'attendre qu'un ſi grand ouvrage ſoit entiérement achevé. Il ne vous faut, pour en jouir, que du courage, de la patience & l'exactitude à payer les impôts.

Du courage pour ſupporter les maux que ſouffrent quelques-uns d'entre vous.

De la patience pour ne pas, en voulant jouir trop précipitamment; faire avorter le fruit de tant de travaux.

De l'exactitude à payer les impôts, parce qu'ils ſont une dette ſacrée, parce que ſans eux, il n'eſt pas de moyen de ſoutenir l'édifice public : eh ! qu'eſt-ce donc pour des François, qu'un peu d'argent mis en paralelle avec la liberté. Croyez que ceux-là ſeuls, qui veulent vous empêcher de l'acquérir, vous détournent de concourir aux dépenſes de l'Etat; croyez que ceux-là ſeuls, qui veulent que vous retombiez dans l'ancienne ſervi-

tidé, vous difent qu'il ne faut pas payer : vos amis, les vrais amis de votre bonheur, vous répéteront fans ceffe que l'inrerruption dans les impôts entraîneroit la fubverfion de l'Etat, & vous rameneroit à un régime bien plus oppreffif que celui d'où vous fortez.

Que fi vous trouvez que l'impôt actuel eft mal affis, ou mal réparti, penfez que c'eft encore un refte de l'ancien gouvernement, que tout n'a pu être fait à la fois, que le fyftême d'impofition changera entiérement, qu'il fera plus jufte & plus égal, qu'il fera combiné de maniere à atteindre toutes les perfonnes & toutes les propriétés ; & ! confolez-vous d'un inftant de gêne.

Il n'eft pas néceffaire que je vous exhorte à continuer comme vous l'avez fait jufqu'aujourd'hui, à refpecter les propriétés, vous favez que *toutes* font facrées, toutes font fous la garde de la loi ; il n'eft permis à perfonne d'y porter atteinte, & tous font intéreffés à les conferuer ; c'eft imiter la marche du defpotifme, de ne pas recourir aux loix quand on fe croit lézé.

Méfiez-vous de tous ceux qui vous prêchent le défordre ; ce font vos plus grands ennemis ; de la paix, du calme, de l'ordre dans toutes les parties de l'empire ; voilà ce qu'il faut aujourd'hui. Croyez que vos ennemis ne defirent rien tant que de voir les Français fe deshonorer par des brigandages ou des actes de violence ; fongez que tous les biens qui vous attendent, & ne vous mettez pas en péril de les perdra par la fubverfion générale à laquelle menent bientôt les défordres particuliers.

Songez que tous vous êtes intéreffés à la paix ; que les ennemis du nouvel ordre de chofes, y réfléchiffent, tous leurs efforts feroient impuiffans pour ramener l'ancien, & pour détruire les bafes indeftructibles fur lefquelles

reposera la constitution ; ils opéreront peut-être des troubles particuliers, dont encore ils seront les premieres victimes ; la liberté nous aura coûté plus cher, mais nous l'aurons.

Quant à ceux qu'un faux amour de cette même liberté, égareroit au point de leur faire desirer encore du trouble, je leur demande, ce que peut y gagner la cause populaire, & si elle a besoin d'être défendue par des incendies ou des pillages.

Qui que vous soyez, croyez que l'ordre, le respect pour les propriétés, l'exactitude à payer les impôts peuvent seuls éviter les plus grands malheurs, quiconque vous prêche des maximes contraires, est profondément coupable, & vous ne pouvez assez vous en défier.

Si après vous avoir entretenu de si grands intérêts, il m'étoit permis de vous parler de moi, messieurs, ce ne seroit que pour vous renouveller l'assurance d'un dévouement sans bornes & sans partage à vos intérêts ; j'ose vous dire que j'ai senti toute l'importance de la mission dont vous m'avez honoré.

Il m'en coûte bien peu de vous sacrifier ma fortune, mon temps, ma santé, les plus douces habitudes d'une vie constamment passée dans la retraite. Il m'en coûte peu, sur-tout, de vous sacrifier ce qu'on appelle la réputation ou la gloire ; peu importe à votre bonheur que mon nom se trouve dans les papiers publics ; peu importe à ma satisfaction personnelle ; je ne la trouve que dans le soulagement de la partie du peuple nagueres si opprimée.

Recevez avec bonté, je vous prie, messieurs, l'hommage de tous les sentimens dont je ne cesserai de faire profession pour vous. DUQUESNOY.